**Modèle Avenant au contrat**

**Pour reclassement suite à une transformation du besoin ou de l’emploi**

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’avenant.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

Avenant au contrat portant reclassement suite à une transformation du besoin ou de l’emploi

Conclu entre :

... (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement concerné*) représenté(e) par son *Maire/Président(e)* ; et dûment habilité(e) par délibération du ...[[1]](#footnote-1) *(indiquer l’organe délibérant*) en date du ... ci-après désigné(e) « la collectivité (ou l’établissement) employeur »

et

*Madame ou Monsieur* … *(Prénom et NOM)*, demeurant … *(adresse),* ci-après dénommé(e) le co-contractant,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.332-8,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment ses articles 33, 39-3 et 39-5 à 49

Vu la lettre de licenciement pour transformation du besoin ou de l’emploi en date … invitant l’agent à présenter une demande de reclassement,

Vu le courrier de demande de reclassement en date du … de l’agent

Vu la lettre de proposition de reclassement sur un emploi de … *(dénomination de l’emploi)* de catégorie … *(A, B ou C)* référencé au cadre d’emplois de … *(dénomination du cadre d’emplois*) et au grade de … *(dénomination du grade)*

Vu le courrier d’acceptation de cette proposition de reclassement de l’agent en date du …

Considérant que l’agent a accepté un reclassement sur un nouvel emploi

Article 1 :

Le contrat initial en date du … (ou l’article X du contrat initial en date du…) est modifié comme suit :

Ce recrutement intervient au titre de l’article L.332-8 … *(mention de l’alinéa concerné)* du Code général de la fonction publique pour occuper un emploi permanent. Le co-contractant est engagé en qualité de … *(dénomination du poste),* correspondant au grade de … *(dénomination du grade de référence)* du cadre d’emplois … *(dénomination du cadre d’emplois)* de catégorie … *(lettre de la catégorie)* de la fonction publique.

La description des fonctions exercées fait l’objet d’une fiche de poste annexée au présent contrat. Le co-contractant déclare avoir pris connaissance de son contenu.

Article 2 :

Tous les autres articles demeurent inchangés.

Article 3 :

Les litiges individuels nés à l’occasion de la conclusion, l’exécution ou la rupture peuvent faire l’objet d’un recours auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l’État. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

**Article 4 :**

Le présent avenant est transmis :

* Au représentant de l’Etat dans le département
* Au comptable de la collectivité
* Au Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Loiret.

 Fait à …,

 Le … (date), en double exemplaires

Le co-contractant Le Maire *ou le-la Président(e)*,

*Signature Signature*

*Prénom NOM Prénom NOM*

1. *Municipal /départemental/ régional/syndical/ communautaire/métropolitain/d’administration* [↑](#footnote-ref-1)